

Une « bascule de civilisation » pour maintenir l'habitabilité de la planète

 [lemonde.fr/idees/article/2020/07/23/une-bascule-de-civilisation-pour-maintenir-l-habitabilite-de-la-planete_6047027_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/23/une-bascule-de-civilisation-pour-maintenir-l-habitabilite-de-la-planete_6047027_3232.html)

Livre. On ne compte plus les propositions pour redessiner le « monde d'après ». *Retour sur Terre*, le manifeste publié par sept figures de l'écologie, emmenées par le philosophe Dominique Bourg, pourrait s'ajouter à leur liste, à ceci près qu'il ne vise pas une transition écologique, ni même une transformation de nos sociétés. Il appelle ni plus ni moins à une « *bascule de civilisation* ». L'ouvrage, dont le titre exhorte à la fois à maintenir l'habitabilité de la planète et à revenir à la raison, propose trente-cinq mesures radicales qui se veulent un programme politique « *pour une nouvelle ère* ».

Après la crise sanitaire du Covid-19, relancer la machine à l'identique nous « *précipiterait à courte échéance vers un nouvel abîme de difficultés* », prévient Dominique Bourg. Plutôt qu'un retour « *fulgurant* » de la croissance, les auteurs appellent à « *décélérer brutalement* » nos consommations sur le long terme. L'objectif : réduire l'empreinte écologique à moins d'une planète (contre 1,7 aujourd'hui), afin de ne pas consommer plus de ressources que la Terre ne peut en régénérer. Ce n'est qu'à cette condition, jugent-ils, que l'on pourra éviter l'envolée des températures mondiales, réduire les destructions infligées aux écosystèmes, mais aussi améliorer le bien-être des humains et la justice sociale.

Quotas individuels de consommation

Dans le détail, les Français se verraient attribuer des quotas individuels de consommation, décidés par référendum. « *Chaque produit serait marqué d'un prix en énergie/matière, et chaque achat serait reporté sur un compte personnel* », détaille le collectif, qui envisage une adaptation en fonction de la situation géographique et des dépenses « *contraintes* », notamment liée à l'activité professionnelle. Une sorte de « *permis à consommer* », plutôt qu'un permis à polluer, qui réorienterait l'économie vers une production locale, faite de matériaux biosourcés, etc. Des incitations permettraient en outre de pousser les citoyens à plus de sobriété, comme une modulation de l'impôt sur le revenu en fonction de l'impact carbone des consommations.

Les auteurs suggèrent également de mettre en place un revenu de transition écologique, une idée développée par la philosophe Sophie Swaton. Il serait destiné à des personnes qui souhaitent se lancer dans des activités « *à fort impact écologique et social* », comme la permaculture ou les low-techs, « *dont la rémunération par le marché est souvent bien inférieure à leur valeur réelle* ».

Effacer 70 % de la dette française

Le programme propose aussi de relocaliser au maximum l'activité « *par un protectionnisme coordonné et coopératif au niveau international* », de réduire les écarts de revenus, de supprimer les paradis fiscaux, de cesser les subventions aux énergies fossiles, d'effacer 70 % de la dette française ou encore de mettre fin à l'indépendance des banques centrales et de nationaliser totalement ou partiellement le secteur bancaire. Dans le domaine de l'agriculture, les auteurs veulent aller vers une « *agroécologie décarbonée* » et désirent « *réempaysanner les terres* ».

Ce plan économique se double d'une nouvelle philosophie politique. *Retour sur Terre* envisage une refondation des institutions, à commencer par la création d'une chambre du futur, pour « *représenter le temps long* », aux côtés de l'Assemblée nationale et du Sénat – dont un tiers des parlementaires seraient tirés au sort. L'idée serait également d'évoluer d'un Etat-providence à un Etat-résilience, pour assurer la sécurité de tous dans un monde bouleversé par les crises écologiques.

On l'a compris, c'est un virage à 180° que propose *Retour sur Terre*, dans un régime démocratique où l'essentiel du personnel politique fait de la croissance économique l'objectif ultime de l'exercice du pouvoir et donc la condition de sa réélection. Le gouvernement actuel ne déroge pas à la règle, alors que le premier ministre Jean Castex défend « *la croissance écologique, et non la décroissance verte* » tandis qu'Emmanuel Macron vante une « *écologie du mieux* » face à une « *écologie du moins* ». Sans compter les contraintes internationales et européennes qui limitent les marges de manœuvre de la politique française.

Des propositions clivantes

Ces propositions clivantes ne manqueront pas, en outre, de susciter un rejet massif par une partie de la population. Certes, l'écologie est devenue une priorité majeure pour les Français. Certes, la sobriété matérielle est une idée qui commence à faire son chemin. Mais la transformation « *du modèle de prospérité* » que promeut *Retour sur Terre* est brutale et assortie de contraintes qui la rendront à coup sûr peu désirable par certains. Il paraît difficile d'imaginer les citoyens se priver drastiquement face à une menace climatique qui n'est pas encore aussi palpable que le Covid-19. Les signataires sont d'ailleurs conscients que la société n'est pas prête. Mais à ceux qui seraient « *tentés de crier à "l'écologie punitive"* », ils rappellent que « *la punition est déjà là* » depuis la crise sanitaire: « *mort en masse par contamination, confinement général, arrêt brutal de l'économie...* »

Ces propositions sont-elles alors totalement utopiques ? Les auteurs assument le caractère de « *réponse idéale* » de leur manifeste, qui « *ne tient pas compte des frictions et pesanteurs sociales* ». Mais cet idéal se veut « *un horizon, un point de mire disponible à la mise en mouvement de la société* », assurent-ils. C'est sans doute là

l'intérêt premier de *Retour sur Terre* : comprendre l'ampleur de l'effort à accomplir pour lutter contre les crises climatiques et environnementales. Et faire réfléchir les citoyens pour les y préparer.

Retour sur Terre. 35 propositions, de Dominique Bourg, Gauthier Chapelle, Johann Chapoutot, Philippe Desbrosses, Xavier Ricard Lanata, Pablo Servigne et Sophie Swaton (PUF, 96 pages, 5 euros).

Audrey Garric